Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 1205-9145

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 11 juillet 2007
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, deuxième trimestre de 2007 2
De fortes dépenses au chapitre des immeubles de bureaux en Alberta et en Ontario ont fait passer l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels à un nouveau sommet entre avril et juin 2007.

Enquête sur les ménages et l'environnement, 2006 (correction) 6
Selon les nouvelles données de l'Enquête sur les ménages et l'environnement, les ménages canadiens ont réagi à un certain nombre de pressions environnementales, mais continuent d'avoir de nombreuses activités pouvant avoir des répercussions négatives sur l'environnement.

Indice des prix des logiciels commerciaux, mai 2007 10

Ciment, mai 2007 10

Guide de consultation sur le contenu du Recensement de 2011 10

Nouveaux produits

11

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Communiqués

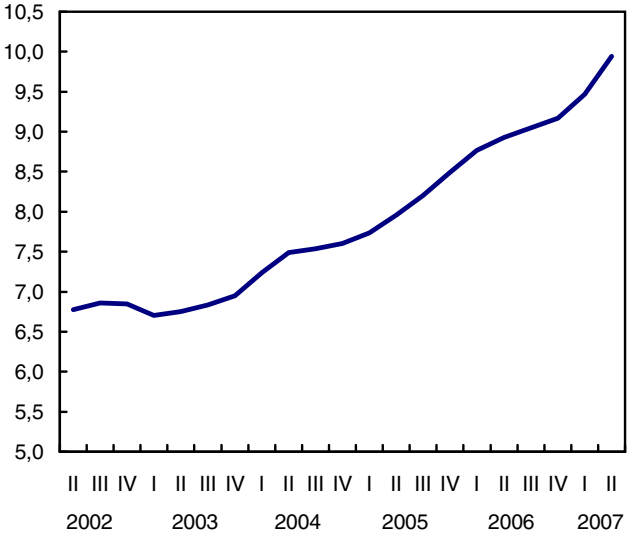
Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

Deuxième trimestre de 2007

De fortes dépenses au chapitre des immeubles de bureaux en Alberta et en Ontario ont fait passer l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels à un nouveau sommet entre avril et juin 2007.

La croissance des investissements en construction des bâtiments non résidentiels se poursuit

En milliards de dollars — Données désaisonnalisées



L'investissement au deuxième trimestre a atteint 9,9 milliards de dollars, en hausse de 5,0 % par rapport au premier trimestre, ce qui a eu pour effet de prolonger la tendance à la hausse amorcée au deuxième trimestre de 2003.

En dollars constants, l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels a progressé de 2,1 % par rapport au premier trimestre.

À l'échelle nationale, toutes les trois composantes ont enregistré des accroissements au deuxième trimestre. L'investissement dans la composante commerciale a affiché la plus forte augmentation (+6,3 %), passant à 5,9 milliards de dollars. Dans la composante institutionnelle, l'investissement a progressé de 2,4 % pour se situer à 2,6 milliards de dollars et, dans la composante industrielle, il a crû de 4,3 % pour s'établir à 1,5 milliard de dollars.

À l'échelon provincial, la croissance (en dollars) de loin la plus importante au deuxième trimestre s'est produite en Alberta, où l'investissement a augmenté de 11,1 % pour atteindre 2,3 milliards de dollars, ce qui constitue une 16e hausse trimestrielle consécutive.

En Ontario, province qui s'est située loin derrière au deuxième rang, l'investissement a crû de 4,1 % pour passer à 3,6 milliards de dollars. Dans les deux provinces, l'investissement a augmenté dans les trois composantes.

L'économie dynamique de l'Ouest canadien a continué de stimuler le secteur de la construction non résidentielle. Parmi les autres facteurs y ayant contribué figurent un marché du travail vigoureux, des bénéfices importants enregistrés par les sociétés canadiennes, une forte demande de biens durables de la part des consommateurs et des taux d'inoccupation à la baisse dans les grands centres urbains.

À l'échelon local, 18 des 34 régions métropolitaines de recensement (RMR) ont enregistré des hausses,

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels exclut les travaux de génie. Ces données proviennent de l'Enquête sur les permis de construction, menée auprès des municipalités et visant à recueillir des renseignements sur les intentions de construction.

Des modèles de mise en place sont attribués pour chaque type de structure (industriel, commercial et institutionnel). Ces modèles de mise en place servent à répartir la valeur des permis de bâtir selon la durée des travaux. Les modèles diffèrent selon la valeur du projet de construction, car un projet de plusieurs millions de dollars prendra généralement plus de temps à être achevé qu'un projet d'une centaine de milliers de dollars.

De plus, les données des enquêtes sur les dépenses en immobilisations et en réparations sont utilisées comme source de données complémentaire pour élaborer cette série d'investissements. Les données de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels tiennent également compte des valeurs repères d'investissement en construction non résidentielle des Comptes nationaux de revenus et dépenses.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa–Gatineau (partie Québec) et Ottawa–Gatineau (partie Ontario).

la plus forte ayant été enregistrée à Calgary où l'investissement a grimpé de 17,2 % pour se fixer à 1,1 milliard de dollars. En revanche, l'investissement a chuté à Halifax en raison d'un recul marqué dans les trois composantes.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, selon la région métropolitaine de recensement[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Premier au deuxième trimestre de 2007
	Données désaisonnalisées			
	en millions de dollars			variation en %
St. John's	44	44	47	6,1
Halifax	116	123	98	-20,5
Moncton	14	51	45	-11,7
Saint John	25	27	33	22,8
Saguenay	27	37	31	-16,8
Québec	176	184	189	3,0
Sherbrooke	39	43	43	1,2
Trois-Rivières	29	39	44	12,0
Montréal	732	766	816	6,5
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	425	421	433	2,9
Ottawa–Gatineau (partie Québec)	56	43	43	0,8
Ottawa–Gatineau (partie Ontario)	369	378	390	3,1
Kingston	26	46	50	10,7
Peterborough	11	16	14	-15,4
Oshawa	100	100	96	-3,5
Toronto	1 615	1 507	1 594	5,8
Hamilton	173	147	135	-7,6
St. Catharines–Niagara	74	77	72	-6,4
Kitchener	134	138	134	-2,3
Brantford	9	40	40	-0,3
Guelph	22	53	51	-3,7
London	118	111	120	8,0
Windsor	93	88	90	2,0
Barrie	24	70	61	-12,8
Grand Sudbury	29	45	59	30,0
Thunder Bay	38	24	25	2,4
Winnipeg	178	177	164	-7,3
Regina	60	63	60	-4,5
Saskatoon	92	104	101	-2,6
Calgary	589	978	1 146	17,2
Edmonton	410	429	459	7,2
Kelowna	19	47	50	6,5
Abbotsford	68	86	73	-15,5
Vancouver	716	797	849	6,5
Victoria	95	108	105	-2,6

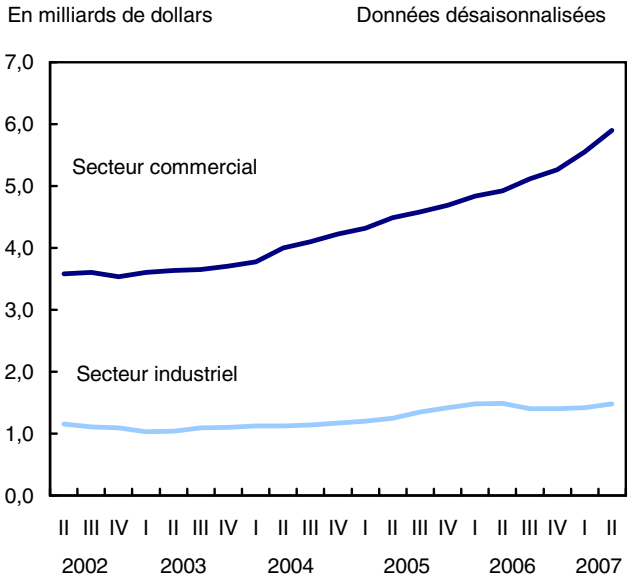
1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Composante commerciale : vigueur de la construction d'immeubles de bureaux en Alberta et en Ontario

L'investissement en construction d'immeubles commerciaux a augmenté pour un 18e trimestre d'affilée, en raison de l'activité intense sur les chantiers d'immeubles de bureaux en Alberta et en Ontario.

Dans l'ensemble, huit provinces ont affiché des hausses de l'investissement commercial au deuxième trimestre. Les plus importantes progressions (en dollars) ont été attribuables à l'Alberta, où l'investissement a augmenté de 15,0 % pour atteindre 1,5 milliard de dollars, et à l'Ontario, où il a crû de 3,5 % pour passer à 2,1 milliards de dollars. Il s'agit de deux sommets sans précédent.

Les investissements dans les bâtiments commerciaux atteignent un nouveau sommet



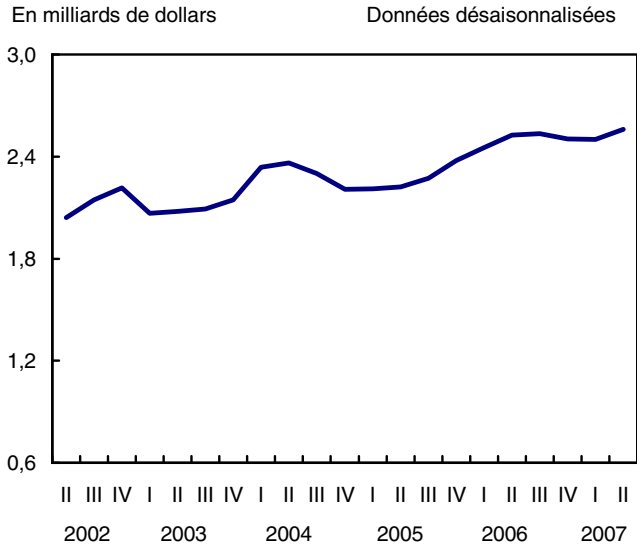
À l'échelon des RMR, 18 des 34 régions ont affiché une hausse trimestrielle. L'investissement à Calgary a atteint 806 millions de dollars, ce qui constitue un nouveau sommet. Il s'agit d'une augmentation de 19,9 % et de la plus forte croissance de l'investissement. En Nouvelle-Écosse, province qui a affiché la diminution la plus importante, l'investissement s'est établi à 80 millions de dollars, en baisse de 14,1 % après avoir augmenté pendant quatre trimestres d'affilée.

Plusieurs facteurs économiques ont favorisé l'investissement dans le secteur commercial. Ils comprennent la vigueur du secteur du commerce de détail et des taux d'inoccupation des immeubles de bureaux à la baisse dans les grands centres urbains au Canada, qui ont également stimulé la construction d'immeubles de bureaux.

Composante institutionnelle : des hausses au chapitre des établissements de soins de santé font passer l'investissement à un nouveau sommet

Après avoir diminué au cours de deux trimestres d'affilée, les dépenses dans la composante institutionnelle ont rebondi pour atteindre un sommet. D'importants investissements dans les établissements de soins de santé dans huit provinces ont contribué à cette hausse.

Les dépenses en construction des établissements de soins de santé soutiennent l'investissement institutionnel



À l'échelon provincial, des augmentations de 8,3 % au Québec et de 7,2 % en Alberta ont contribué à la croissance du secteur institutionnel au deuxième trimestre, attribuable à d'importantes dépenses au chapitre de la construction d'établissements de soins de santé et de garderies.

La Colombie-Britannique a enregistré la diminution la plus importante en dollars (-3,6 %, pour une valeur totale de 437 millions de dollars), en raison d'un recul de l'investissement dans la construction d'établissements de soins de santé à la suite d'un sommet atteint au trimestre précédent.

Parmi les régions métropolitaines, Calgary a affiché la plus importante croissance au deuxième trimestre, l'investissement ayant augmenté de 11,8 % pour s'établir à 273 millions de dollars. La hausse était attribuable aux investissements considérables au chapitre des établissements de soins de santé.

Après le sommet atteint au premier trimestre, Vancouver a affiché la plus importante diminution en dollars (-7,2 %), l'investissement en construction des bâtiments institutionnels ayant chuté pour atteindre 201 millions de dollars au deuxième trimestre. Vancouver a connu une importante baisse dans la construction d'établissements d'enseignement et de soins de santé.

Dans l'ensemble, 20 des 34 RMR ont affiché des hausses.

Composante industrielle : hausses au chapitre des usines de fabrication et des bâtiments de services publics

De fortes dépenses au chapitre de la construction d'usines de fabrication et de bâtiments de services publics dans neuf provinces et deux territoires ont largement compensé les diminutions des dépenses dans d'autres catégories de la composante industrielle.

L'investissement en construction industrielle a augmenté pour un deuxième trimestre d'affilée pour passer à 1,5 milliard de dollars, en hausse de 4,3 % comparativement au premier trimestre.

À l'échelon provincial, les plus importants apports à la hausse trimestrielle (en dollars) étaient attribuables à l'Ontario, où l'investissement a progressé de 10,2 % pour s'établir à 540 millions de dollars, et à la Colombie-Britannique, où il a crû de 18,1 % pour passer à 147 millions de dollars.

La Saskatchewan a affiché la diminution la plus importante en raison du recul de l'investissement au chapitre des bâtiments d'entretien, après avoir connu de fortes dépenses au cours des trimestres précédents.

À l'échelon local, 18 des 34 RMR ont connu des hausses, la plus forte (en dollars) ayant été enregistrée à Toronto, où l'investissement a augmenté de 14,7 % pour se fixer à 185 millions de dollars, suivie de Montréal, où l'investissement a crû de 18,4 % pour passer à 129 millions de dollars. La plus forte diminution (-38,3 %) a eu lieu à Barrie, qui avait affiché des investissements record au premier trimestre.

Au deuxième trimestre, les fabricants ont continué à faire face à des coûts de production accrus, à une plus forte concurrence mondiale et à l'appréciation du dollar canadien. En revanche, le taux d'utilisation de la capacité industrielle dans les industries canadiennes s'est légèrement accru au cours du premier trimestre de 2007.

Selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires d'avril 2007, les fabricants demeurent optimistes quant à leurs perspectives de production et prévoient augmenter leur production au deuxième trimestre.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

	Deuxième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Premier au deuxième trimestre de 2007
	Données désaisonnalisées			
	en millions de dollars			variation en %
Canada	**8 929**	**9 470**	**9 939**	**5,0**
Terre-Neuve-et-Labrador	64	64	71	9,7
Île-du-Prince-Édouard	41	30	31	3,2
Nouvelle-Écosse	218	208	186	-10,7
Nouveau-Brunswick	162	151	152	0,6
Québec	1 476	1 516	1 582	4,3
Ontario	3 585	3 453	3 595	4,1
Manitoba	242	245	242	-1,0
Saskatchewan	216	245	234	-4,5
Alberta	1 607	2 084	2 316	11,1
Colombie-Britannique	1 297	1 441	1 500	4,1
Yukon	12	19	18	-7,5
Territoires du Nord-Ouest	7	8	8	1,0
Nunavut	1	5	5	-6,2

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5014.

Des données plus détaillées sur l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels sont également offertes dans des tableaux gratuits, lesquels sont accessibles à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Michel Labonté au 613-951-9690 (*bdp_information@statcan.ca*), Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Enquête sur les ménages et l'environnement

2006 **(correction)**

Selon les nouvelles données de l'Enquête sur les ménages et l'environnement, les ménages canadiens ont réagi à un certain nombre de pressions environnementales, mais continuent d'avoir de nombreuses activités pouvant avoir des répercussions négatives sur l'environnement.

Selon l'enquête, près de 6 ménages sur 10 utilisent maintenant des ampoules électriques fluorescentes compactes, et plus de 4 ménages sur 10 ont un thermostat programmable, ce qui constitue une hausse marquée au cours des dernières années. Un plus grand nombre de ménages s'adonnent au compostage, et un plus grand nombre aussi utilisent une pomme de douche à faible débit ainsi qu'une toilette à faible chasse-d'eau.

D'autres aspects des comportements des ménages n'ont pas beaucoup changé depuis la plus récente enquête menée au milieu des années 1990.

Par exemple, l'utilisation de pesticides chimiques, en 2006, n'a baissé que légèrement par rapport aux niveaux atteints en 1994. La seule exception est le Québec, où la proportion de ménages qui utilisent des pesticides pour la pelouse et le jardin a diminué de moitié au cours de cette période. Le taux d'application de pesticides par les ménages était le plus élevé dans les trois provinces des Prairies.

Parmi les autres constatations figure le fait que la majorité des Canadiens se rendent au travail seuls dans une voiture ou un camion privé.

L'enquête a aussi analysé les comportements en ce qui a trait à l'eau potable. Presque 3 ménages sur 10 buvaient principalement de l'eau en bouteille en 2006, peu importe s'ils étaient raccordés à un réseau d'aqueduc municipal ou à une source d'alimentation privée.

Le reste des ménages consommaient de l'eau du robinet, mais la moitié d'entre eux traitaient cette eau d'une façon ou d'une autre. Même si la majorité des ménages traitaient l'eau pour en améliorer le goût ou l'apparence, 40 % le faisaient pour s'assurer que l'eau n'était pas contaminée par des bactéries.

L'enquête a en outre permis de déterminer que les taux de recyclage par les ménages ont fait un bond. Les données de cette partie de l'enquête seront analysées dans un rapport qui paraîtra le vendredi 13 juillet 2007, dans l'édition inaugurale d'*EnviroStats*, la nouvelle source d'analyse des questions environnementales de Statistique Canada.

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les ménages et l'environnement (EME) sert à évaluer les activités des ménages qui ont des répercussions positives et négatives sur l'environnement. Plus de 28 000 ménages ont été interviewés par téléphone au début de 2006.

Les données recueillies dans le cadre de l'EME portaient sur certaines des mêmes variables environnementales que celles examinées dans le cadre des enquêtes de 1991 et de 1994. Parmi les sujets abordés dans l'enquête figuraient les préoccupations des ménages en ce qui a trait à la qualité de l'eau, la consommation et la conservation de l'eau, la consommation d'énergie, l'utilisation de pesticides et d'engrais, le recyclage, le choix du mode de transport et l'utilisation d'équipement muni d'un moteur à essence.

L'EME a été menée dans le cadre de l'initiative des Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement, une initiative conjointe de Statistique Canada, d'Environnement Canada et de Santé Canada.

Presque 3 ménages sur 10 choisissent l'eau en bouteille

Les ménages raccordés aux réseaux d'aqueduc municipaux au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve-et-Labrador étaient les moins susceptibles de boire de l'eau du robinet et les plus susceptibles de consommer de l'eau en bouteille.

Parmi les villes les plus importantes au Canada, c'est à Kitchener (46 %) et à St. Catharines–Niagara (41 %) que l'on trouvait les taux les plus élevés de ménages buvant principalement de l'eau en bouteille.

L'enquête a permis de déterminer que seulement 35 % des ménages qui ne sont pas raccordés à un réseau d'aqueduc municipal ont fait analyser leur eau potable par un laboratoire en 2005. Cela laisse supposer un niveau raisonnablement élevé de confiance à l'égard de la qualité de leur eau, ou encore une connaissance quant à ses limites comme eau potable.

Parmi les ménages non raccordés à un réseau d'aqueduc municipal qui ont fait analyser leur eau, 85 % ont indiqué que le laboratoire n'avait décelé aucun contaminant.

Les ménages de l'Ontario étaient les moins susceptibles de déclarer des problèmes de qualité de l'eau après l'analyse. Ceux du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta étaient les plus susceptibles de connaître des problèmes.

Peu importe les analyses effectuées, de nombreux ménages ont décidé de traiter leur eau. L'enquête a permis de déterminer que 48 % de tous les ménages qui étaient raccordés à un réseau d'aqueduc municipal

et qui consommaient de l'eau du robinet la traitaient d'une façon ou d'une autre. Il s'agit d'une proportion légèrement plus élevée que celle des ménages non raccordés à un réseau d'aqueduc municipal.

Outre les questions d'eau potable, la conservation de l'eau figurait parmi les thèmes importants de l'enquête. Celle-ci a permis de déterminer une augmentation marquée du nombre de ménages dotés de dispositifs pour économiser l'eau.

En 2006, 54 % des ménages canadiens étaient dotés d'une pomme de douche à faible débit, comparativement à 42 % en 1994. Environ 34 % des ménages avaient une toilette à faible chasse-d'eau, soit plus de deux fois la proportion de 15 % enregistrée en 1994.

Baisse de la consommation d'énergie

Selon l'enquête, les ménages bénéficient des nouveaux dispositifs permettant d'économiser de l'énergie. Entre 1994 et 2006, la proportion des ménages utilisant au moins une ampoule électrique fluorescente compacte a presque triplé, passant de 19 % à 56 %.

Les ménages de toutes les provinces ont contribué à cette hausse. En 2006, la Colombie-Britannique et l'Ontario comptaient le pourcentage le plus élevé de ménages utilisant des ampoules électriques fluorescentes compactes, soit 60 % ou plus dans chaque province. Par contre, moins de la moitié de tous les ménages du Québec et du Manitoba utilisaient de telles ampoules.

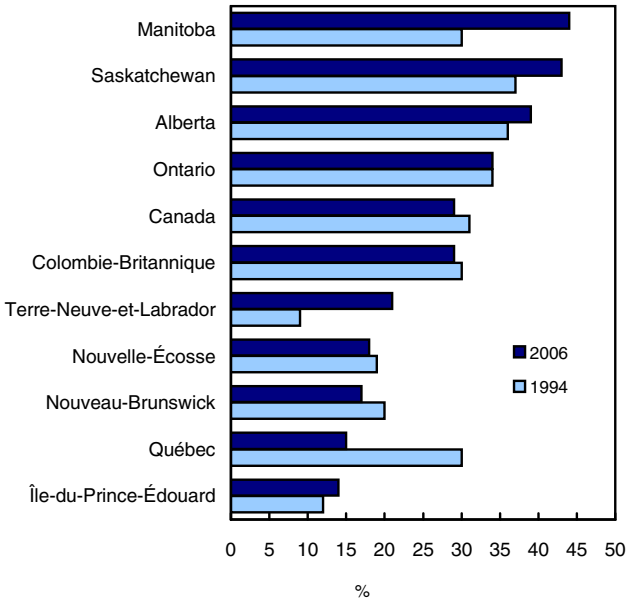
Les thermostats programmables, qui permettent d'ajuster automatiquement la température, sont de plus en plus populaires. En 1994, 16 % des ménages avaient un thermostat programmable. En 2006, cette proportion a plus que doublé, atteignant 40 %. Par ailleurs, parmi les ménages dotés de tels thermostats, environ 17 % ne les avaient pas programmés.

En Ontario, 50 % des ménages avaient un thermostat programmable, soit plus du double de la proportion de 24 % enregistrée en 1994. Les ménages des provinces de l'Atlantique étaient les moins susceptibles d'avoir ce type de thermostat.

Pesticides : légère baisse à l'échelle nationale, mais diminution marquée au Québec

À l'échelle du pays, la proportion de ménages utilisant des pesticides pour leur gazon ou leur jardin a diminué légèrement, passant de 31 % en 1994 à 29 % en 2006. Au Québec toutefois, où des règlements stricts ont été imposés quant à l'utilisation de pesticides ces dernières années, la proportion a baissé de façon marquée, passant de 30 % à 15 %.

Ménages qui utilisaient des pesticides sur leur gazon ou leur jardin, en 1994 et en 2006



L'utilisation des pesticides était la plus élevée dans les trois provinces des Prairies et la plus faible dans les provinces de l'Atlantique et au Québec.

Au Manitoba, 44 % des ménages utilisaient des pesticides, soit la proportion la plus élevée au pays. La Saskatchewan suivait de près (43 %). Dans l'Est, la proportion variait entre 14 % à l'Île-du-Prince-Édouard et 21 % à Terre-Neuve-et-Labrador.

Même si l'utilisation de pesticides par les ménages était relativement élevée dans l'Ouest, les ménages avaient tendance à les appliquer uniquement lorsque cela était nécessaire. Toutefois, les ménages de l'Ontario et du Québec appliquaient plus souvent des pesticides dans le cadre d'un programme d'entretien régulier.

Compostage et déchets spéciaux

La popularité du compostage augmente. L'enquête montre que 27 % des ménages s'adonnaient au compostage en 2006, comparativement à 23 % en 1994.

La hausse a été particulièrement importante dans les provinces de l'Atlantique, dont certaines interdisent l'élimination des matières organiques dans les sites d'enfouissement ou les incinérateurs. La Colombie-Britannique est la seule province où les activités de compostage des ménages ont diminué.

Certains déchets des ménages nécessitent des méthodes d'élimination spéciales. Environ 29 %

des ménages avaient des restes de peinture dont ils voulaient se débarrasser. Seulement un peu plus de la moitié (54 %) de ces ménages ont indiqué les avoir apportés à un dépôt ou rapportés au fournisseur.

Toutefois, 38 % ont indiqué que, même s'ils avaient des restes de peinture dont ils voulaient se débarrasser, ils les avaient toujours en leur possession et ne savaient pas quoi en faire.

Environ le quart (24 %) des ménages avaient des médicaments qu'ils n'utilisaient plus ou qui étaient périmés et dont ils voulaient se débarrasser. Par ailleurs, 4 ménages sur 10 ont jeté leurs médicaments avec leurs déchets ordinaires, dans les toilettes ou dans l'évier. Seulement un peu moins du tiers (31 %) ont indiqué les avoir rapportés aux fournisseurs.

Les déchets électroniques, comme les vieux ordinateurs, posent de plus en plus de problèmes en ce qui a trait à l'environnement. Près du quart des ménages dotés de vieux ordinateurs ou d'autres appareils électroniques s'en sont débarrassés dans un dépôt de déchets spéciaux ou les ont rapportés au fournisseur. Par ailleurs, presque 1 ménage sur 5 s'est débarrassé de ses déchets électroniques dans les ordures, et un peu plus du tiers des ménages ont indiqué de ne pas savoir quoi en faire.

Transport : La plupart des personnes se rendent au travail seules dans un véhicule automobile

Le secteur du transport est à l'origine d'environ 24 % des émissions de gaz à effet de serre du Canada, et près de 54 % de ces émissions sont attribuables au transport de passagers, selon les chiffres de l'administration publique fédérale.

En 2006, 83 % des ménages canadiens avaient au moins un véhicule automobile, selon l'enquête. Un peu plus d'un ménage sur 10 avait trois véhicules ou plus.

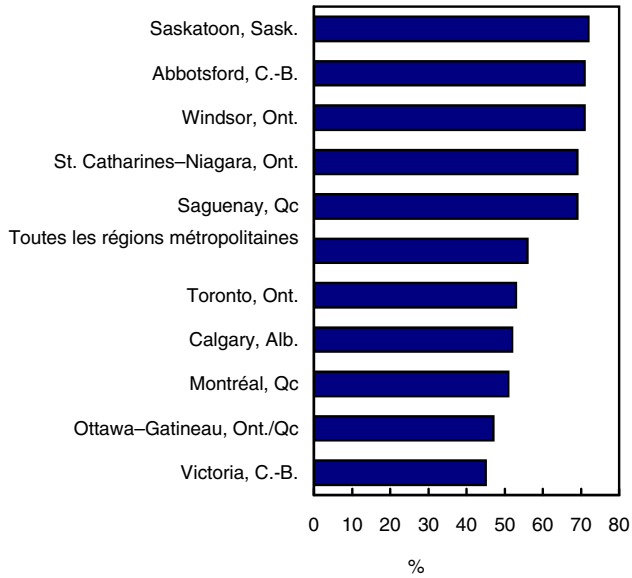
La majorité (58 %) des ménages au Canada parcourent 20 000 kilomètres ou moins dans leur véhicule automobile en moyenne chaque année, tandis que 12 % parcourent plus de 40 000 kilomètres.

En Ontario et en Alberta, 14 % des ménages parcouraient plus de 40 000 kilomètres par année. À Oshawa et à Hamilton, la proportion dépassait 18 %.

Dans le cadre de l'enquête, on a interrogé les répondants concernant leurs habitudes de transport quotidien. À l'échelle nationale, pendant les mois plus chauds de l'année, 57 % des personnes travaillant à l'extérieur de leur domicile se rendaient seules au travail dans un véhicule automobile. Pendant les mois plus froids, cette proportion passait à 64 %.

Parmi les centres urbains du Canada, pendant les mois d'été, Saskatoon, Abbotsford et Windsor comptaient la plus forte proportion de personnes se rendant seules au travail dans un véhicule automobile. La proportion la plus faible se retrouvait à Victoria et à Ottawa–Gatineau.

Personnes employées à l'extérieur de chez soi et se rendant au travail dans leur voiture pendant les mois plus chauds, certaines régions métropolitaines de recensement (les cinq supérieures et les cinq inférieures), 2006



La taille de la collectivité a des répercussions importantes sur les habitudes de transport quotidien. Dans les villes les plus importantes, un nombre relativement faible de personnes se rendaient au travail dans un véhicule automobile en 2006 (seules ou avec un passager), et un plus grand nombre de personnes utilisaient les transports en commun.

Toronto, Montréal, Vancouver et Ottawa–Gatineau avaient toutes une incidence relativement faible de transport quotidien au moyen d'un véhicule automobile comparativement aux plus petits centres urbains. Toutefois, les véhicules automobiles continuaient de constituer la principale forme de transport quotidien dans ces grandes villes.

Par ailleurs, même si le taux de transport quotidien par véhicule automobile était plus faible dans les grands centres urbains du Canada, lorsque les personnes utilisent leur véhicule automobile, elles ont tendance à parcourir de plus grandes distances. Tant à Toronto qu'à Ottawa–Gatineau, près du tiers des personnes qui se rendent au travail en véhicule automobile parcourent plus de 20 kilomètres pour un aller seulement.

Les personnes qui utilisent le transport en commun ont besoin de plus de temps en moyenne pour se rendre au travail que les personnes qui utilisent un véhicule automobile privé. À l'échelle nationale, près des deux tiers des utilisateurs du transport en commun avaient besoin de 30 minutes ou plus pour se rendre au travail, tandis que seulement le quart de ceux qui utilisaient un véhicule automobile prenaient autant de temps.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3881.

Le rapport, *Enquête sur les ménages et l'environnement*, 2006 (11-526-XIF gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Environnement*.

Certains tableaux révisés de la diffusion du 15 novembre 2006 sont aussi offerts aujourd'hui. Ces tableaux se trouvent dans la publication *Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : information socioéconomique*, version révisée (16-253-XWF, gratuite), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-0297 (*environ@statcan.ca*), Division des comptes et de la statistique de l'environnement. Télécopieur : 613-951-0634. ■

Indice des prix des logiciels commerciaux
Mai 2007

L'Indice des prix des logiciels commerciaux (IPLC) est une série mensuelle qui mesure l'évolution du prix d'achat des logiciels préemballés généralement achetés par les entreprises et les administrations publiques. L'IPLC pour mai était de 66,2 (2001=100), en baisse de 1,6 % comparativement à avril.

Cet indice n'est offert qu'à l'échelle du Canada.

Données stockées dans CANSIM : tableau 331-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5068.

Pour obtenir plus de renseignements sur ces indices, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (*prices-prix@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Neil Killips au 613-951-5722 (*neil.killips@statcan.ca*), Division des prix. ■

Ciment
Mai 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de mai sur le ciment.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 303-0060 et 303-0061.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2140.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Guide de consultation sur le contenu du Recensement de 2011

Comme c'est le cas en prévision de chaque recensement, des consultations sur le contenu du recensement sont en cours auprès des utilisateurs de données. Le *Guide de consultation sur le contenu du Recensement de 2011* vous offre l'occasion de communiquer vos commentaires.

Le *Guide de consultation sur le contenu du Recensement de 2011* (92-136-GWF, gratuit) est accessible à partir de notre site Web. À partir du module *Recensement*, cliquez sur le bouton *Consultation sur le Recensement de 2011*, ensuite sur *Guide de consultation sur le contenu du Recensement de 2011*. Le guide est aussi accessible gratuitement dans le catalogue en ligne à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage au sujet de ce guide, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-263-1136 (*consultationrecensement@statcan.ca*), Division des opérations du recensement. Télécopieur : 613-951-1134. ■

Nouveaux produits

Les ménages et l'environnement, 2006
Numéro au catalogue : 11-526-XIF
(gratuit).

Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : information socioéconomique (version révisée), 2006
Numéro au catalogue : 16-253-XWF
(gratuit).

Acier, produits tubulaires et fil d'acier, avril 2007, vol. 3, n° 4
Numéro au catalogue : 41-019-XWF
(gratuit).

Guide de consultation sur le contenu du Recensement de 2011, année de recensement 2011
Numéro au catalogue : 92-136-GWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

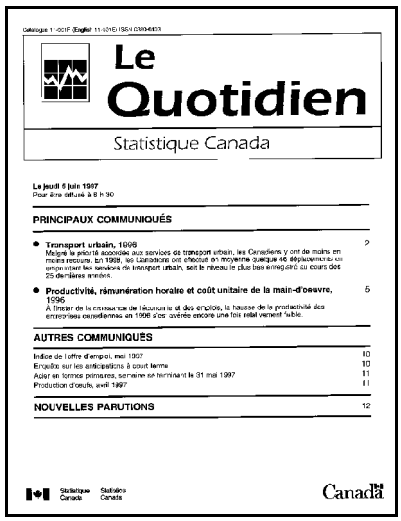
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca*. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.